



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Il n'y a pas de vaccins contre les licenciements et la folie du capitalisme !



La crise sanitaire, les questions autour du confinement et de la vaccination occupent une grande partie des médias et masquent une autre crise, tout aussi dangereuse et meurtrière pour le monde du travail : celle de l'économie capitaliste.

L'exploitation, les bas salaires, l'augmentation de la charge de travail font partie du fonctionnement normal du capitalisme. Mais les marchés sans débouchés et la concurrence exacerbée ont fait basculer, depuis plusieurs décennies déjà, l'économie dans la crise.

Avec 10% de chômeurs et de pauvres supplémentaires depuis un an, avec des milliers de commerces mis à l'arrêt plusieurs mois et des secteurs entiers sinistrés, l'épidémie a fait passer un nouveau cap à la crise.

Malgré les milliards d'aides publiques et le chômage partiel censé éviter les licenciements, les plans de suppression d'emplois se sont multipliés. Rien que les trois premiers mois de cette année, 36 entreprises ont annoncé des licenciements collectifs touchant plus de 2 800 emplois. 671 chez Fedex à Liège, 400 chez le fabricant d'essuie-glaces

Bosch à Tirlemont, 245 chez Punch Powertrain à Saint-Trond ou encore 217 du côté de la société bruxelloise de catering Ciano Trading & Services. Et combien d'autres licenciements ? Et combien d'intérimaires ont perdu leur emploi ?

Des milliers de salariés mais aussi des travailleurs à leur compte ont perdu leur gagne-pain. Beaucoup d'autres sont menacés de le perdre. D'autres encore ont basculé dans le surendettement à cause du chômage partiel et de la perte de leurs primes.

Par contre, du côté des profits et des fortunes de la minorité capitaliste tout va bien ! Pour les Wittouck, Van Damme, de Mevius, Colruyt, Emsens... tout va à merveille. Le nombre de milliardaires belges a encore augmenté passant de 29 à 31. En 2000, il n'y avait qu'une seule famille milliardaire. Aujourd'hui, ces 31 familles cumulent un patrimoine total qui dépasse 100 milliards d'euros. Et les millionnaires qui sont plus de 130 000 en Belgique cumulent quant à eux un patrimoine de plus de 330 milliards d'euros. Et la Belgique ne fait pas exception, partout le nombre de milliardaires augmente pendant qu'une grande partie de l'humanité sombre dans la pauvreté.

Toutes les guerres ont leurs profiteurs, et celle contre le virus ne fait pas exception. Parmi eux, il y a bien sûr les Google et Amazon, les groupes pharmaceutiques ou encore la grande distribution. C'est le cas de Carrefour dont le PDG reconnaît que les résultats

ont été exceptionnels l'année dernière. Mais il faut que les salariés fassent grève en France pour arracher ne serait-ce qu'une prime Covid !

La façon dont une minorité s'enrichit sur la crise sanitaire, alors que tous les sacrifices pèsent sur les travailleurs, montre la véritable nature de l'économie capitaliste : un système dont l'unique objectif est de faire de l'argent pour une poignée de parasites. C'est non seulement injuste et révoltant, mais cela nous condamne à la crise économique.

Tous les États se sont lancés dans des plans de relance. En Belgique, chaque région a consacré 10% de son budget en aides aux entreprises. Et à quoi assiste-t-on ? À une envolée mondiale de la spéculation, parce que les capitalistes ont bien plus à gagner à court terme en plaçant leurs capitaux au casino de la finance que dans les investissements productifs.

Pour la plus grande partie de la population, la pandémie est synonyme de souffrance et de morts. Pour les capitalistes, elle signifie une nouvelle ruée vers l'or avec les fameuses Biotechs dont les actions s'arrachent en Bourse. Miser sur Moderna, dont la valeur boursière a bondi de 500% en un an, sur BioNTech (+200%) ou encore sur Novavax (+ 1 400%), c'est le jackpot assuré... jusqu'à ce que la bulle explose.

La même spéculation frénétique fait rage dans l'économie dite verte. Un seul exemple, l'entreprise Tesla, spécialiste de la voiture électrique, qui vend moins de 500 000 véhicules par an, vaut quatre fois plus en Bourse que Volkswagen et ses 9,3 millions de véhicules produits. Voilà où finissent les milliards d'argent public et la plus grande partie des profits sués par les travailleurs !

Oui, l'argent qui manque cruellement dans les hôpitaux et qui pourrait servir à embaucher et augmenter les salaires, dans le public comme dans le privé, sert à jouer toute l'économie à la roulette russe. L'irresponsabilité vis-à-vis de la société sera la règle tant qu'une minorité pourra accroître sa fortune en faisant tout et n'importe quoi. Aucun vaccin ne nous immunisera contre cette folie, elle ne s'arrêtera que lorsque le monde du travail aura la conscience nécessaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

La priorité est la santé... des profits

Avec près de 1000 lits occupés aux soins intensifs, les hôpitaux sont saturés, le personnel chargé plus qu'à la limite. Selon les directions des hôpitaux, il n'est pas possible d'ouvrir des lits supplémentaires, car il manque de personnel formé. La 3ème vague est pourtant loin d'être une surprise !

En un an le gouvernement aurait pu mettre en place les moyens pour former rapidement toutes les bonnes volontés. Un an pour augmenter les salaires, payer correctement les stagiaires qui se sont retrouvés brutalement en première ligne.

Mais les milliards d'argent public ont disparu dans des marchés publics arrosant les actionnaires des firmes pharmaceutiques, des banques et d'autres margoulins vendeurs de masques.

Dans les hôpitaux, comme dans toutes les entreprises et tous les services publics, les capitalistes parient sur les travailleuses et les travailleurs pour que ça tienne quand même, malgré l'épuisement.

Les travailleurs font tout, c'est eux qui se montrent responsables jour après jour. Finalement ça devrait être à eux de décider du fonctionnement de l'économie et de toute la société !

La vraie richesse c'est la santé



Vaccins : coûteuses piqûres

Le prix de la dose de vaccin Pfizer en Europe devrait augmenter de 15,5 euros à 19,5 euros pour les futures commandes. En Israël, il a déjà été facturé 22,7 euros. Et les prix pourraient encore augmenter par la suite, avec à la clé des milliards d'euros de bénéfices.

Les gouvernements à plat ventre devant les intérêts capitalistes paient la facture, mais en réalité ce sont les impôts de la population qui la règlent. La voracité des actionnaires de l'industrie pharmaceutique est sans limite.

Deux poids deux mesures

Alors que la pauvreté a fortement augmenté avec la pandémie de Covid, l'accès aux services sociaux est de plus en plus difficile.

La fermeture des bureaux et les demandes qui doivent être introduites par téléphone ou par mail font que de plus en plus de personnes ne reçoivent plus les aides sociales à laquelle elles ont droit. Il faut parfois attendre des heures au téléphone, envoyer des mails qui restent sans réponse, trouver les informations sur internet... autant de démarches qui ne sont pas accessibles à tout le monde ! Alors beaucoup abandonnent.

Le secteur de la santé mentale demande qu'on mette d'urgence les moyens humains pour résoudre ce problème.

Les grandes entreprises ne connaissent pas ces obstacles : les gouvernements leur offrent des milliards d'euros de subsides ! Sans même besoin d'un coup de fil !

Les pòvres

Les rémunérations des CEO des grandes entreprises cotées à la bourse de Bruxelles ont diminué de... 0,2% ! 20 grands patrons se partagent ainsi près de 53 millions d'euros, soit en moyenne 2,6 millions par personne ! 11 d'entre eux ont eu des augmentations allant de 10% à 96%. Et tous ces millions ne sont que des pourboires que les actionnaires leurs paient quand eux empochent des milliards !

Les travailleurs n'ont certainement pas à se taire et à renoncer à leurs revendications salariales. D'autant moins que contrairement à ces 20 licenciés professionnels, leur travail est utile à la société !

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Accidents du travail : patrons coupables !

Tous les deux jours ouvrables, un travailleur meurt au travail en Belgique et plus de 80 travailleurs par jour en restent handicapé à vie ! Et bien sûr, ce sont les intérimaires qui sont les plus touchés.

Sur les 169 000 accidents du travail qui ont été déclarés en 2019 dans le secteur privé, plus de 22 000 n'ont pas été reconnus par les compagnies d'assurance. Ce nombre de refus est en hausse. Et d'après les chiffres de la FGTB, seul un accident du travail sur trois est déclaré.

La course aux profits des patrons est mortelle pour les travailleurs !

Industriels du tabac : plus dangereux que le Covid

Le journal scientifique qui avait publié en juillet dernier un article affirmant que la consommation de tabac réduirait le risque de Covid vient de le retirer. Les auteurs de l'étude n'avaient pas déclaré dans leur article qu'ils travaillaient aussi pour des organisations liées à l'industrie du tabac.

Les capitalistes de ce secteur n'en sont pas à leur premier essai pour minimiser le risque de la consommation de tabac. L'article est retiré, mais leur objectif est atteint car il a alimenté pendant des mois cette propagande mensongère.

Tant qu'ils seront aux commandes, ces industriels dépenseront des millions pour tenter de masquer qu'ils s'enrichissent en vendant de la mort.

Déchets d'amiante : aux industriels de payer !

Les déchets d'amiante doivent être enfouis dans des centres spécialisés. Un directeur d'une intercommunale wallonne en charge des recyparcs témoigne dans la presse

de son inquiétude sur le manque de place où enfouir ces déchets car il ne reste plus que 2 centres en Wallonie. Il craint que le manque de place entraîne une hausse des dépôts sauvages d'amiante car la diminution de nombre de centres disponibles est accompagnée par une hausse des tarifs pour y amener ses déchets.

Le cabinet de la ministre de l'environnement, Céline Tellier, déclare de son côté que les centres restants suffiront à absorber les déchets d'amiante pour les 10 prochaines années du moins... « moyennant certaines adaptations ».

On connaît la dangerosité de l'amiante depuis 1906 et des millions de travailleurs dans le monde sont morts de cancers des poumons y étant lié, mais l'amiante a continué à être utilisée jusque dans les années 90 en Europe et est toujours autorisée dans les pays pauvres. Tout ça pour édifier des fortunes, comme celle des Em-sens, 12^{ème} fortune de Belgique, avec un patrimoine de près de 3 milliards d'euros, et à la tête de la société Eternit.

Ça devrait être à eux de payer le recyclage de leurs poisons !



Les pollueurs discourent sur le climat

Après Trump qui niait le réchauffement climatique, Biden veut soigner son image. À son initiative, une quarantaine de chefs d'État se réunissent pour parler climat. Une réunion virtuelle à distance, pour des engagements qui seront tout aussi virtuels.

Depuis plus de 20 ans les dirigeants des grandes puissances multiplient sommets internationaux et discours solennels sur la réduction des gaz à effet de serre sans résultats. Tous leurs engagements sont de la poudre aux yeux, car aucun ne veut imposer la

moindre contrainte et le moindre contrôle sur les capitalistes directement responsables de la pollution. Le climat peut cependant servir de prétexte pour arroser encore plus les grandes entreprises.

Brasser du vent n'a jamais fait diminuer la température !

Afghanistan : l'armée américaine s'en ira, le chaos restera

Biden prévoit le retrait presque complet des derniers soldats américains d'Afghanistan. Dans leur sillage, ce sont près de 10 000 soldats de 36 pays dont la Belgique qui quitteront l'Afghanistan.

Cette annonce a été l'occasion pour la ministre belge de la défense, Ludivine Dedonder de rappeler que la Belgique est " *un partenaire fiable de l'OTAN* " et que depuis 2003, " *Tout au long de l'intervention de la coalition en Afghanistan, la Défense belge aura assumé sa part de responsabilités* ".

En vingt ans d'occupation des villes et de raids dans les campagnes, l'impérialisme américain et ses alliés, dont la Belgique, ont détruit toute une partie du pays en prétendant lutter contre l'obscurantisme et le terrorisme dans ce pays soumis au pouvoir des talibans.

En fait rien n'a changé dans ce pays, si ce n'est en pire. Les bandes armées se sont multipliées, liées à l'impérialisme, aux talibans, aux seigneurs de guerre et trafiquants d'opium. Et toute la population, les femmes et les plus pauvres en premier lieu, en subissent le poids. Voilà le chaos qui résulte de vingt ans d'intervention des démocraties impérialistes.



Football : les hypocrites sortent le grand jeu

En annonçant la création d'une « super league », fermée et privée, douze grands clubs européens de football ont déclenché une tempête. Les patrons de ces clubs espéraient capter une grande part des droits-télé de retransmission des matches (5 à 6 milliards de bénéfices par an) sans partager avec les autres clubs qui participent à la compétition renouvelée chaque année entre premiers des championnats nationaux.

Mécontent de cette concurrence, le patron de l'UEFA, l'union des clubs européens, a parlé d'une « proposition honteuse de quelques clubs guidés par l'avidité ». L'UEFA a mobilisé les clubs de supporters, toutes les instances du football et a même reçu le soutien de Macron et du Premier ministre anglais, Boris Johnson ! Face à ce tollé, les six clubs anglais ont finalement fait marche arrière.

Avec une moyenne de profits de 2,5 milliards d'euros par an, l'UEFA n'a rien du petit club amateur en difficulté financière. Pas facile d'être un petit requin menacé par une bande de plus gros squales...

Grève à Punch Powertrain

Lundi 12 avril, les travailleurs de Punch Powertrain, à Saint-Trond, en Flandre orientale, se sont mis en grève pour protester contre le licenciement de 250 salariés sur les 850 restants après les 183 suppressions en 2020. La grève a démarré spontanément chez les ouvriers.

Les organisations syndicales ont appelé à mettre fin à la grève vendredi, après avoir accepté un accord avec la direction pour une indemnité de licenciement de 3 000 € par année d'ancienneté et de 2 300 € pour les départs volontaires.

Aucune indemnité ne compense la perte de son salaire dans une période où il est si difficile de retrouver

un travail, mais les ouvriers ont démontré qu'ils peuvent réagir collectivement pour se défendre, même lorsque l'initiative ne vient pas des directions syndicales.

La lutte des classes n'est pas que virtuelle

En France, les salariés en télétravail d'IBM se sont mis en télégrève vendredi 16 avril à l'appel de la CGT et ont réussi à envahir une réunion en visioconférence du CSE. Ils dénoncent la suppression de 1 200 postes et le transfert de 1 400 autres vers une nouvelle société.

Les salariés ont organisé des assemblées générales virtuelles et vérifié qu'une intrusion collective virtuelle du CSE était réalisable. Même séparés par le télétravail et isolés chez eux, la force des télétravailleurs reste l'organisation collective !



Brèves Audi Bruxelles

Leur « vision » et la nôtre

Dans la « vision » de la direction, il serait question d'une diminution de la production et de suppressions d'emplois. Sans faire connaître ni des chiffres, ni des délais précis, elle l'utilise d'ores et déjà pour faire régner la peur.

La « vision » des capitalistes est vite résumée : quand les affaires vont bien, les travailleurs doivent ramer fort pour satisfaire les commandes et pour que les actionnaires empochent. Quand les affaires vont mal, les travailleurs doivent ramer doublement pour remonter la pente... et que les actionnaires puissent continuer à empocher.

Cette « vision » a déjà mené la société à cette situation où les uns crouissent au chômage, les autres se crèvent au travail, pour que quelques-uns puissent s'enrichir à un niveau jamais atteint. Continuer sur ce chemin signifie régresser à des conditions ouvrières comme on ne les avait plus connues depuis plusieurs décennies dans les pays riches.

Pour que les travailleurs puissent vivre, il faut imposer que les profits accumulés servent à éradiquer le chômage et payer les salaires de tout le monde ! Et si les patrons s'apprêtent à licencier quand même, qu'on les exproprie ! Voilà la seule « vision » qui vaille pour les travailleurs.

Les applaudissements ne payent pas les factures

Dans un interview au journal économique L'Echo, le CEO d'Audi, Markus Duesmann, répète une troisième fois qu'il y aura un successeur à l'e-tron, mais sans donner le moindre détail ou d'engagement : Avec combien de personnes ? Quelles conditions de travail ? Quels salaires ?

La seule chose qu'il dit c'est que l'usine de Bruxelles produit une « excellente qualité ». Tiens, tiens, ça rappelle l'hôpital : eux aussi ont eu des applaudissements... au lieu d'embauches et d'augmentations de salaires.

Qu'ils se gardent leurs flatteries. Aux travailleurs, où qu'ils soient, il faut un salaire correct, un salaire sans se crever !

Suivez-nous sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !